

LE COMMUNISME AUJOURD'HUI

table des matières

page 2 : La remise en cause par l'ordre dominant

page 2 : Leur présentation déloyale de l'échec communiste :

page 4 : Un travail de sape contre l'idée militante

page 5 : Leur déloyauté ne nous exonère pas de notre propre remise en cause

page 8 : Quelques mots sur la défense de l'URSS

page 8 : Badiou, une remise en cause qui garde l'idée du communisme

page 10 : Quelle remise en cause du parti ?

page 14 : Le Communisme, à remettre au goût du jour !

page 15 : L'aristocratie ouvrière

page 16 : Quel mot utiliser ? communisme, égalité, émancipation...

page 17 : Communisme : un contenu global, monde dominant/monde dominé

page 19 : Un contenu révolutionnaire : sortir du réformisme de gauche, dénoncer la société, en proposer une autre

La remise en cause par l'ordre dominant

Nous sommes dans une période que nous avons pressenti, voire analysé quand a été écrit, en 1998, le texte « *Une période de remise en cause* » : les problèmes, les questions, les interrogations, les doutes, allaient être de plus en plus nombreux. L'ère des certitudes allait être derrière nous.

Aujourd'hui, on peut dire que quasiment tout de notre patrimoine, de la théorie marxiste à la pratique du parti en passant par l'idée de révolution, tout est remis en cause. Non seulement c'est remis en cause par les élites intellectuelles, dont c'est le travail de produire les idées, l'idéologie du moment, dans l'intérêt qui correspond le mieux à la vie politique, économique, etc, de la période, mais c'est aussi infusé, diffusé, massivement, dans les masses, et a gagné les populations à l'échelle de la planète.

On peut prendre le problème par tous les bouts, tout ce qui peut être ou a été lié à l'idée révolutionnaire est rejeté, considéré comme nul, has been, fichu, négatif, ayant démontré une nocivité, au point de juger qu'il n'y a même plus besoin d'y réfléchir.

Cela commence évidemment par ce qu'on nous dit être la fameuse « expérience » communiste. Cette expérience –ce n'est ni notre langage ni notre point de vue, c'est celui des vainqueurs actuels-, cette « *expérience communiste* » donc, ça peut être aussi bien l'URSS mais aussi Cuba, le Cambodge et ses atrocités ou encore la Chine. Tout est mis pêle-mêle. Plus aucun raisonnement, ça ne se discute pas. Ce sont autre chose que des arguments qui sont mis en avant, ce sont des sortes d'évidences incontestables.

Et rares, rarissimes, sont ceux qui discutent, réfléchissent, ou analysent là-dedans. Je pense à un Moshe Lewin, qui a étudié l'histoire de l'URSS (« *Le siècle soviétique* », rédigé en 2003), et continue à analyser ce qui distingue la révolution de sa décomposition. Il parle ainsi (page 15) de « *la tendance à perpétuer le stalinisme, en le faisant débiter en 1917, et en le prolongeant jusqu'à la fin de l'Union soviétique* », disant que ça « *relève de ces « us et abus » de l'histoire dont les exemples ne manquent pas* ».

Moshe Lewin est un historien, quelqu'un dont c'est le métier de travailler sur l'histoire : il fait le travail de toujours repartir des faits historiques. Ce qui est la seule démarche acceptable, je dirai scientifique.

Leur présentation déloyale de l'échec communiste :

Donc, première chose qui domine, qui est imposée par les tenants idéologiques de la société : l'idée que le communisme a déjà existé, et qu'il a échoué. Il y a là deux idées ; les deux leur sont nécessaires car les deux sont complémentaires. Présenter le communisme comme quelque chose d'abouti, d'ayant complètement existé, est indispensable à la suite de la démonstration : sa nocivité, son échec, etc. C'est indispensable parce que ça le met ainsi à égalité avec le capitalisme, qui lui est abouti, existe pleinement. Ça permet une comparaison. Et de cette comparaison, entre systèmes aboutis, on va pouvoir conclure qu'il n'est plus nécessaire de tenter une autre expérience. Grâce à quoi on pourra faire un pas de plus encore, et la conscience scientifique tranquille, affirmer maintenant non plus qu'il n'y a pas besoin de refaire d'expérience, mais qu'il ne faut surtout plus rien tenter de ce côté-là.

Personne ne présente « l'expérience communiste » comme quelque chose qui n'a été qu'esquissé, voulu, approché, tenté, et plus ou moins raté, souvent falsifié, réalisé par des gens qui cherchaient surtout à échapper à la logique de concurrence du système capitaliste, et qui cherchaient au fond à se faire une place un peu plus grande là où le système les écrasait. Encore moins nous dit-on, ce qui est notre point de vue, que le communisme est un système en devenir, qu'il nécessite toute une évolution après l'abandon même du capitalisme, de l'ancienne société.

Non, ce qui traîne dans les têtes, infusé par les intellectuels, qui savent eux, que la vie et l'histoire ne procèdent pas ainsi, c'est que, dans un passé récent, au 20^{ème} siècle, il y aurait eu deux expériences, à peu près équivalentes, chacune sur la moitié du globe, avec des partisans de l'une et de l'autre dans le camp adverse, et qu'il en subsiste toujours, des irréductibles, plus ou moins idéalistes, plus ou moins fanatiques.

Donc la vision qui prévaut est que les deux expériences ont été menées, équitablement, comme en laboratoire parfaitement neutre, à l'échelle de la Terre entière. On a laissé tout son temps à l'expérience communiste, des dizaines d'années, on l'a laissée tranquillement mûrir, durer, se faire en toute liberté, indépendamment de la démocratie et du capitalisme.

Résultat, sans appel : le communisme s'est effondré, tout seul. Et quand une fois effondré, on a été y regarder de près, qu'a-t-on vu ? que ce n'était en fait que de la barbarie (« *Le Livre noir du Communisme* » et son bilan, de 100 millions de morts pour « l'expérience communiste »), le totalitarisme, l'absence de liberté. Et forts de ce succès, certains poussent le bouchon encore plus loin et avancent que, si on regarde bien, c'est ce même communisme qui a servi de graine ou d'exemple au fascisme...

On a donc là une autre arnaque dans la méthode et le raisonnement : on prétend avoir tiré un bilan, ce qui nécessite de regarder de près ; mais ce bilan ne dit qu'une seule chose : tout est noir, obscur, négatif, atroce ; et donc faut pas trop y regarder, on pourrait se salir. Finalement, de bilan, il n'y en a pas.

A ce stade, je dirai une seule réponse à tout ceci : elle est dans la réalité historique. Elle est aussi dans les textes, qui indiquent les intentions des uns et des autres, et doivent donc permettre de s'y retrouver, même s'il faut évidemment ensuite comparer avec les actions entreprises.

Tenons-nous en ici à la réalité. D'où sont venues les mouvements qui ont engendré leurs fameuses « expériences » communistes ? Ils n'ont en fait rien d'expérimental. C'est le caractère insupportable du monde capitaliste, ou des systèmes qui l'ont immédiatement précédé mais qu'il n'a pas pu ou voulu éliminer (exemple de la Russie avant 1917) qui a engendré des révoltes, des tentatives de fonder une autre société. Ces tentatives sont loin d'avoir toutes été réellement inspirées par nos idées, par l'idée communiste. Cuba, la Chine de Mao, au départ, ont pris une autre voie. Et c'est leur droit aussi. Et il faudrait aussi en tirer des leçons.

Les expériences, si l'on utilise ce mot selon un sens de bilan possible à tirer, sont multiples, différentes. Mais toutes ont pour origine des réactions dues à la dureté du monde capitaliste qui les dominait, les exploitait, jusque-là, avec ses guerres, ses crises, ses misères, ses asservissements

Il faudrait distinguer les cas selon que la réaction ait été initiée et qu'elle est le fait

- 1 - des couches dirigeantes sans l'adhésion des populations (Cambodge)
- 2 - des masses et des populations sans adhésion des couches dirigeantes (Jacqueries)
- 3 - des masses et d'une partie des couches dirigeantes (mouvements coloniaux)
- 4 - ou encore des masses qui se donnent de nouveaux dirigeants, mais des dirigeants au fond analogues aux anciens dirigeants, disposant de pouvoirs séparés de ceux de la population et qui peuvent ensuite leur échapper et ne défendre que leurs intérêts ou ceux de nouvelles couches disposant de plus de possibilités grâce au changement effectué (mouvements coloniaux, URSS)

5 - enfin, et c'est le cas dont nous nous revendiquons pleinement, celui des masses qui se donnent de nouveaux dirigeants, des dirigeants d'une nouvelle sorte –La Commune de Paris- où l'ensemble forme un tout harmonieux, cohérent, ouvrant la voie à une nouvelle société.

Ce n'est pas le lieu ici de le faire, mais tous ces cas de figures ont tous entraîné, du côté des appareils politiques et militaires chargés de décider pour le monde dominant, des réactions hostiles. Dans le meilleur des cas, ils chercheront à acheter, utiliser, le nouveau régime. Sinon, la règle est qu'ils sortent les armes, dès qu'ils peuvent, et ils tirent. L'« expérience », si elle n'est pas tuée dans l'œuf, comme la Commune de Paris, à coups de mitrailleuses et de canons dans toute la capitale, en Allemagne, en Chine, de la même manière, et s'il en reste quelque chose, c'est défigurée qu'elle est, comme on l'a vu en URSS.

Et ce qui anime toutes ces réactions, quelle que soit l'analyse que nous, nous en ferions, c'est toujours, de toute façon, de l'anti communisme : le pouvoir dominant, même lorsque des couches bourgeoises se révoltent contre lui, verront d'abord là le danger d'une voie ouverte à l'insurrection de masses, celle du pays concerné mais aussi d'autres ailleurs, car c'est partout que les masses sont opprimées.

Que les révoltes contre lui soient profondément communistes ou simplement le fait d'une fraction bourgeoise, ou petite bourgeoise qui refuse d'être étouffée, c'est d'abord l'anti communisme qui anime la réaction en marche. Ce bilan de l'anti communisme, il est à faire, personne n'en parle. Marc Ferro a rédigé, en collaboration avec d'autres historiens, « Le livre noir du colonialisme » (2003). C'est une somme déjà impressionnante. Mais c'est autre chose encore qui serait à faire, le colonialisme n'étant qu'une forme, passagère, dans l'histoire de la domination et de l'exploitation capitaliste.

Un travail de sape contre l'idée militante

Voilà pour le commun des mortels. Aux militants qui seraient communistes, cette fois, qui croiraient encore à la cause communiste ou à quelque chose d'approchant, toute une batterie d'idées supplémentaires a aussi été mise en avant, destinée à les contrer, et mieux, à démoraliser.

D'abord, l'outil qui doit permettre ce passage à une autre société, le parti, en tout cas pour un certain nombre de courants politiques communistes et pour le plus grand nombre, le parti est lui-même un problème. On nous dit qu'il porte en germe le totalitarisme, développe les pouvoirs, amène la Terreur.

Et puis, parti ou pas, l'idée révolutionnaire, celle d'un passage subit, rapide, global, d'une société à une autre, est attaquée de la même manière, calomniée : regardez la Révolution française (pas de parti prolétarien alors), eh bien cela a amené quoi ? La Terreur, immonde. Imaginez : une violence volontaire ! La violence incroyable de la société quotidienne, ça, ce n'est pas choquant...

Partant de là, des auteurs ont réussi à atteindre ce qu'ils pensent être le point final au problème que nous leur posons : puisque toute révolution est totalitaire, violente, destructrice, eh bien, il faut en conclure que c'est l'idée même qu'on peut changer l'homme qui est nocive et dangereuse. A ceux qui envisageraient de se mettre à militer, on assène : « attention, danger ; ne vous trompez pas de voie : pour les restos du cœur, pour tout ce que vous voulez, c'est très bien, allez-y, militez c'est gratuit. Mais pour changer l'homme, halte, l'histoire nous dit qu'on n'aboutit qu'à des catastrophes. »

L'Etat prend même comme direction actuelle de considérer tout futur militant révolutionnaire comme un danger public, quelqu'un à dénoncer, un futur terroriste, puisqu'on cherche maintenant à ce que la justice raisonne sur des « intentions » (intention de former une bande, par exemple...)

Nous pouvons observer, nous, calmement, tous ces gens-là, et dire ceci. Les tenants de l'ordre social sont actuellement totalement libres de leurs mouvements, de leurs dires, pas de système en place qui les dérange, pas de contradicteur sérieux qui les remette en cause. Et quelle est leur attitude dans cette situation, idéale pour eux ? Ils doivent tricher : ils ne peuvent pas examiner sérieusement les événements, l'histoire passée. Ils en sont incapables. Ils ont trop de haine pour ça. Trop de peurs refoulées héritées du passé, trop de peur aussi, que l'avenir, le présent même, fasse renaître de nouveaux sursauts du même genre. Ils sont liés corporellement à cette société.

S'ils sont parvenus, pour la période en cours, à gagner, momentanément, dans le rapport des forces idéologiques, la bataille des idées, ce n'est pas par la force de leurs arguments. Ce n'est pas un problème d'arguments. Ce qui a déterminé cette victoire importante, sur le plan de l'idéologie dominante, c'est, dans le monde réel, la fin de l'URSS, et partant de là, l'effondrement du camp dit « soviétique » qui lui était allié (camp d'ailleurs mouvant).

Ce camp n'était en rien « communiste » pour nous, il était seulement héritier d'une révolution dirigée par un prolétariat. N'empêche, c'est cet événement, que cela nous plaise ou pas, qui a été le moment historique du tournant, qui nous amène à l'époque actuelle. Cet événement, si la conscience des masses avait été parfaitement claire, lucide, cultivée, n'aurait pas dû avoir cet effet. Mais les masses ne peuvent avoir une conscience claire des situations historiques tant qu'elles sont opprimées. Voilà ce qui explique cette situation complexe.

Leur déloyauté ne nous exonère pas de notre propre remise en cause

Revenons pour l'instant, à ce que tous ces intellectuels, journalistes, historiens, politologues de tous poils ont réussi à mettre dans les têtes des masses ; pour simplifier et nous aider à raisonner, on peut dire qu'il y a trois remises en cause, l'idée de Révolution, l'idée de parti, l'idée de Société communiste.

Nous allons discuter ici d'abord, de la nécessité, pour notre part, et pour de bon, de remettre ces notions en cause ou pas. Puis de la manière de le faire, car, vous l'avez deviné, je pense qu'il faut absolument le faire, autant que c'est possible.

On ne se remet pas en cause tout le temps, ni à chaque fois qu'on est contredit. Dans les années 1970 où j'ai commencé à militer, on nous attaquait aussi, de partout, mais nous ne nous remettions pas en cause. Nous cherchions à répondre, bien sûr. Nous discutons entre divers courants, et il y en avait à profusion. Et ces discussions nous semblaient régulières, arguments contre arguments, analyse des faits face à une autre analyse.

Or aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe ? Je l'ai dit, on a en face de nous des gens pas réglo, pas réguliers, des intellectuels de valeur, compétents, cultivés, qui nous font la guerre avec des armes de destruction massive, sans analyse réelle, sans rouvrir les débats, sans examen détaillé, sans peser le pour et le contre, en assénant des soi disant vérités, avec les méthodes de « raisonnement » volontairement fausses que j'ai esquissées.

Et je vais donc vous dire qu'il faut nous remettre en cause face à ces arguments faux, infondés, de tricheurs, alors qu'on ne le faisait pas il y a 40 ans ! Si on ne le faisait pas il y a 40 ans, ce n'est pas parce qu'en face, l'on avait affaire à des gens plus honnêtes intellectuellement. On ne le faisait pas, parce que rien, dans les événements, ne nous posait de problème. Les masses, partout sur la planète, avaient un espoir, plus ou moins clair, plus ou moins identifié à l'existence de l'URSS, et d'autres situations comme Cuba, la Chine, etc. Et l'on avait le sentiment que les espoirs nourrissaient de nouveaux espoirs.

Notre problème spécifique en temps que révolutionnaire prolétarien était d'aiguiller ces espoirs vers ce que nous considérions comme la seule issue valable, la révolution initiée par le prolétariat.

Ce qui nous oblige à devoir réellement remettre en cause notre capital d'idées, de méthodes, etc, c'est le fait que l'époque a changé. Objectivement, nous ne sommes plus dans cette période où les masses voyaient ou croyaient voir exister, sur la planète, en chair et en os, une véritable société alternative au capitalisme. Ni même dans celle où, avant l'existence de l'URSS, des franges importantes pouvaient espérer en un changement de société.

Que l'URSS n'était pas à l'époque, à nos yeux de trotskystes, un réel espoir possible, ne change rien à l'affaire. Il ne faut pas confondre les problèmes qui se posent et que voient les militants, les professionnels que nous sommes, avec ce que voient, ce que comprennent, et partant de là, ce que peuvent espérer ou pas des dizaines, des centaines de millions de gens qui se posent des questions, réfléchissent, avec leurs outils, leur vision.

Oui mais, me direz-vous, pas besoin de tout remettre en cause. De toute façon, les millions de gens ne se sont jamais intéressés à bien de nos soucis, comment organiser le parti, comment changer la société, quel programme avoir, l'extinction de l'Etat, etc.

Admettons un instant. A ce moment-là, si on garde, disons, sans chercher à la revoir ni de près ni de loin, l'idée du parti, eh bien, on va peut-être, comme le fait Lutte Ouvrière, comme le fait Partisan, répéter à longueur de nos conclusions qu'il faut construire le parti, que c'est la clé de tout, et qu'une fois cette tâche enfin vraiment commencée, l'avenir s'ouvrira tout beau devant nous.

Eh bien, je n'y crois pas. Même si les centaines de millions de gens n'ont jamais approché de près les discussions qu'on peut avoir entre militants sur le parti à construire, s'adresser à eux, aujourd'hui, avec cet axe-là, à mon sens, est une débilité. C'est discuter de l'outil avant de discuter du projet. C'est envisageable si l'idée du projet est vivante ou crédible, ce qui a pu être le cas durant plusieurs époques. Mais ce n'est pas le cas actuellement.

Et comme le projet à construire –une autre société, communiste qui plus est- est, lui, discrédité, tout ce que retiennent les gens, c'est qu'on est un peu fous, ringards, dépassés, enkystés, armés de vieux outils... qui sont inadaptés.

En fait, mon sentiment, c'est que Lutte Ouvrière, je parle d'eux pour les connaître mieux que les autres groupes politiques qui se disent révolutionnaires, n'a jamais cherché à rien remettre en cause. Ils ont choisi une autre attitude, celle que je qualifie de purement intellectuelle. Aux arguments des auteurs du « Livre Noir du communisme » et autres, ils ont répondu méthode de raisonnement, avec des arguments exacts, corrects.

SI LO était ouvert réellement aux gens à la masse ouvrière, ils seraient sensibles à l'interrogation qu'il y a sur l'idée du communisme, que dis-je sur le mot même de communisme, (qu'il faut peut-être revoir, et dont en tout cas on doit poser la question, c'est-à-dire lui aussi le remettre en cause), non pas seulement parce qu'elle nous est renvoyée à la figure par les représentants de l'ordre social, mais parce que c'est devenu une interrogation, voire un rejet aussi, parmi les masses ouvrières, chez les prolétaires.

C'est le fait que les masses ont des doutes, des rejets, des problèmes, qui nous oblige à tout remettre en cause. Tout, car tout est lié. Il faudrait d'ailleurs analyser ce qu'en pense vraiment la classe ouvrière, aussi en le regardant sous l'angle de ses différentes couches, aristocratie ouvrière, masse ouvrière.

Remettre en cause, ça ne veut pas dire jeter à la poubelle. Remettre en cause, ça veut dire faire une démarche honnête intellectuellement, de tout reprendre, point par point, en juger, essayer de raisonner dessus. Au bout de ce travail, on aura quoi ? On aura une sorte de tri, de classement : d'une part une série de points dont on peut dire, fermement, après réexamen qu'ils restent valables, inchangés ou avec peu de changements ; on aura des points nouveaux qui doivent être affichés, mis en avant. Et on aura aussi des points qui doivent être abandonnés, retravaillés, réfléchis entièrement.

Mais l'on aura également une série de points qui posent problème, sur lesquels on n'a pas encore de réponse, qui porteront donc un point d'interrogation. Nous l'avons déjà dit, c'est sur ces points sur lesquels nous n'avons pas les moyens de trancher que se pose la plus grande difficulté. Quel genre de parti faut-il envisager ? Le prolétariat reste-t-il une classe révolutionnaire ? Ce sont des questions qui appartiennent à cette catégorie. La méthode scientifique qui est la nôtre est de garder l'ancien point de vue, tant que l'on n'a pas réussi à faire émerger un nouveau, qui lui soit supérieur, qui réponde aux questions du passé, tout en y ajoutant des réponses à celles du présent. Mais si l'on garde cet ancien point de vue, on n'oublie pas en même temps qu'il pose problème, et l'on se pose et repose les questions Car sinon, on est tout simplement figé dans le passé.

Ce travail ne peut pas être le fait d'une seule personne, ni d'un seul groupe. Le communisme est le produit d'un travail historique, qui a nécessité des générations de militants. Sa mise à jour, si elle est possible, ce que je pense, demande un travail comparable.

Quelques mots sur la défense de l'URSS

C'est une bataille historique qui a été perdue avec la fin de l'URSS et du camp soviétique. Ce n'est peut-être pas notre bataille, à nous, militants trotskystes qui critiquions ce régime, ne le considérons pas comme le nôtre, disions qu'il n'avait rien de communiste, mais dont nous disions défendre les acquis de l'URSS selon une position de Trotsky qu'il a gardée jusqu'à sa mort, au début de la seconde guerre mondiale. L'aurait-il maintenue si longtemps après cette guerre ?

Mon avis aujourd'hui est que la proximité avec la révolution s'éloignant, la base sur laquelle l'URSS était vue comme un espoir possible a fondamentalement changé. Entre les deux guerres, et jusqu'aux années 1936 encore, l'URSS était vue par les peuples du monde avec une image socialement révolutionnaire, l'image des pauvres, des prolétaires, ouvriers très exploités, paysans très pauvres, s'insurgeant à la face du monde des riches et des puissants.

Cette image a changé sous Staline lentement, dès avant la guerre, elle a basculé complètement avec la seconde guerre mondiale, basculement entériné et confirmé par la victoire de Stalingrad. Désormais, c'est une image nationale, et non plus de classe, qui émerge, de cette victoire, décisive pour l'avenir de la planète. C'est la nation russe qui a vaincu Hitler. C'est elle qui a conquis une bonne partie de l'Europe. Et si les mots de communisme, prolétarien, subsistent, les contenus se sont vidés.

Dans ces conditions, continuer de défendre les acquis de l'URSS devenait problématique voire faux. L'avis que je donne ici est nouveau de ma part. C'est un élément dans les remises en cause qui nous sont propres.

Badiou, une remise en cause qui garde l'idée du communisme

Des remises en cause, on en trouve à la pelle. Car nos adversaires se déguisent quasiment tous en honnêtes penseurs. Un ouvrage m'a semblé intéressant à examiner, parce que son auteur reste communiste –au sens que nous mettons dans ce mot, pas dans celui du parti communiste français- et en même temps il tente de procéder à certaines remises en cause. C'est « L'hypothèse communiste », d'Alain Badiou, édité en 2009. Badiou est un philosophe, maoïste, au langage souvent déroutant.

Il part d'un constat plus ou moins parallèle à celui que nous venons de faire : « *au XXème siècle, les socialismes, seules formes concrètes de l'idée communiste, ont totalement échoué. Cet échec de l'Idée nous laisse, face au complexe de l'organisation capitaliste de la production et du système étatique parlementaire, dans l'absence de tout choix : il faut y consentir, volens nolens* »

Puis Badiou compare cette question à un problème scientifique : « *Soit un problème scientifique, qui peut bien prendre la forme d'une hypothèse, tant qu'il n'est pas résolu.* » Par

exemple, entre l'hypothèse du mathématicien Fermat (je suppose que l'équation $x^n + y^n = z^n$ n'a pas de solutions entières) et Wils qui l'a réellement démontré récemment, il y a eu beaucoup de tentatives. Pendant toute cette période donc, l'on n'avait pas de confirmation que l'hypothèse de Fermat était bonne, on ne trouvait pas de solution, mais sur la base de cette hypothèse, beaucoup de tentatives ont servi de point de départ à des développements mathématiques importants.

Badiou en conclut qu'une hypothèse ne se juge déjà pas sur la seule réussite ou l'échec. « *En ce sens, dit-il, l'échec, pourvu qu'il n'entraîne pas qu'on cède sur l'hypothèse, n'est jamais que l'histoire de la justification de cette dernière* ».

Badiou dit aussi qu'il voit « *dans le devenir des politiques d'émancipation non pas deux, mais trois sortes d'échecs assez différentes* ». D'abord, l'échec d'une tentative où les révolutionnaires sont écrasés par la contre-révolution armée (Les Spartakistes de 1914, Shangaï et Canton des années 1920). Là, dit-il, le problème se résume alors à une analyse du rapport de forces. « *Le bilan positif de la défaite va dans l'immédiat traiter des nouvelles disciplines requises pour le succès insurrectionnel (et) la question des capacités de ralliement dont on fait preuve les insurgés en direction de la large masse des populations « civiles »* ».

Un « *deuxième type d'échec (qui) est celui d'un vaste mouvement, où s'engagent des forces disparates mais très nombreuses, sans qu'elles se fixent véritablement un but de pouvoir, bien qu'elles mettent durablement les forces de l'Etat réactionnaire sur la défensive* ». Dans cette catégorie, il place Mai 68. La question qui se pose alors, après l'échec de fait, est de savoir analyser s'il ne s'est rien passé, si en fait comme le disent certains tout n'aura été qu'imaginaire, ou si, bien au contraire, on n'aurait pas trouvé là une voie tout à fait nouvelle, une nouvelle manière d'agir.

Enfin, « *le troisième type d'échec concerne une tentative de transformer l'Etat, qui se déclare officiellement socialiste, pour l'ordonner plus directement dans la direction associative libre que, dit-il, depuis Marx, semble prescrire l'hypothèse communiste* ». « *L'échec est alors que le résultat va en sens inverse : soit l'instauration du terrorisme de l'Etat-parti, soit l'abandon pur et simple de toute référence au socialisme (...) et le ralliement de l'Etat aux contraintes inégalitaires du capitalisme, soit finalement les deux* ». Là, il voit l'exemple de la Tchécoslovaquie en 1968, Solidarnosc en Pologne fin 1980 et 1981, et la « Grande révolution culturelle prolétarienne (GRCP) en Chine de 1965 à 1976.

Dans le contenu, la manière d'agir de Mai 68 et des années qui ont suivi, Badiou voit « *la recherche un peu aveugle, pendant toute la décennie 1970-1980, d'une autre conception de la politique (...)* ». Il s'agissait, selon lui, de dépasser « *la vieille conception (qui reposait) sur l'idée dominante (chez toutes les espèces de militants (...)) qu'il existe un agent historique qui porte la possibilité de l'émancipation. On l'appelle classe ouvrière, prolétariat, quelquefois peuple, on discute de sa composition, de son étendue, mais on en admet l'existence* ». « *Cette conviction partagée qu'il existe un « agent objectif », inscrit dans la réalité sociale, qui porte la possibilité de l'émancipation, c'est sans doute la plus grande différence, ajoute-t-il, entre alors et aujourd'hui* ».

De même, « *il y a certes (toujours en 68) des discussions considérables sur ce que c'est que le parti, est-ce qu'il existe déjà, est-ce qu'il faut le créer, ou le recréer, quelle peut en être la forme, etc. ? Mais il y a un accord de fond sur l'existence d'un agent historique et sur la nécessité de son organisation* ».

Badiou conclut de tout ceci que ceux qui ont connu 68 n'ont pas eu besoin de l'effondrement de l'URSS pour savoir que le schéma général, officiel, de gauche, était inopérant. Pour lui, sur la voie ouverte en 68, comme en mathématiques, de nombreuses expériences ont été tentées, qui sont riches, à prendre en compte. Même si le problème, celui de parvenir à une société communiste, ou socialiste, n'est toujours pas résolu.

« *L'hypothèse historique d'un monde délivré de la loi du profit et de l'intérêt privé* », dit Badiou, nous devons la maintenir. En clair, et là-dessus, nous sommes d'accord, partant du constat que la société qu'engendre le système économique capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production, que ce système donc crée une société inégalitaire, malade, qui court de crise en crise, ce constat, oui, nous autorise à postuler qu'il faut en imaginer une autre, c'est « *l'hypothèse communiste* ».

Badiou s'insurge des lâchetés qu'il constate dans notre propre camp. En particulier quand on voit nombre de gens, de groupes abandonner certains mots, parce qu'ils ne sont plus de mode. On peut penser ici au NPA qui a abandonné l'étiquette « communiste » et qui ne parle plus de prolétariat, de classe ouvrière, etc. On nous dit « *Le monde a changé donc (les mots de 68) vous ne pouvez plus les prononcer, vous savez que c'était un langage d'illusion et de terreur* ». Et il répond, « *mais si ! Nous pouvons ! Nous devons ! Le problème demeure, et donc nous devons pouvoir prononcer ces mots. Et il ajoute « c'est à nous qu'il revient de les critiquer, de leur donner un nouveau sens* ».

Badiou est pour que l'on garde le langage de classe, les mots comme « *peuple* », « *ouvrier* » « *abolition de la propriété privée* ». Cela ne doit pas nous empêcher et ne nous empêche d'y réfléchir, de remettre en cause le sens, les contenus qu'on y met.

Quelle remise en cause du parti ?

C'est surtout l'idée de parti que, selon Badiou, l'expérience de Mai 68 nous permet de remettre en cause. « *Le dispositif classique du parti, appuyé sur des relais sociaux et dont les « combats » les plus importants sont en fait des combats électoraux, est une doctrine qui a donné tout ce qu'elle pouvait. Elle est usée, elle ne peut plus fonctionner, malgré les grandes choses qu'elle a pu donner, ou accompagner, entre 1900 et 1960* ».

Il n'est pas très facile de savoir précisément ce que pense Badiou du parti, en quoi il est ou serait dépassé, par quoi et comment on irait vers une autre manière de procéder, d'organiser. Mais on ne va pas ici lui reprocher de ne pas trouver. Il pose des questions, et c'est ce qui nous intéresse. Car elles recourent les nôtres.

Sur deux pages écrites récemment, intitulées « *brouillon d'un commencement* », il dit ceci : « *C'est la forme parti elle-même à laquelle il faut renoncer : la séquence stalinienne a montré son inadéquation aux problèmes pourtant issus de son usage victorieux en 1917 en Russie et en 1949 en Chine* ». Et ceci : « *La question des formes nouvelles de la discipline politique émancipatrice est la question cruciale du communisme qui vient* ».

Si l'on essaie de traduire, Badiou dit ici que la dégénérescence de l'URSS (ce ne sont pas ses mots) nous indique que le parti tel qu'il a été conçu jusqu'à cette époque, convient

pour la prise du pouvoir, mais qu'il ne convient pas ensuite, une fois l'ancien pouvoir renversé.

A première vue, cela ressemble comme deux gouttes d'eau à la critique habituelle que nous avons entendue mille fois, et qui confond la période de Lénine avec celle de la dégénérescence ; cette critique, dans sa version la plus grossière, nous dit que puisque la période sous Staline a été une horreur, et comme Staline était un bolchevik depuis le départ, eh bien, il faut en conclure que tout était pourri dès le départ : le parti, ses manières de faire, bref le totalitarisme était en germe dans le parti.

Dans une version un peu plus élaborée, on reconnaît qu'il faudrait quand même distinguer la période 1917-18-19, jusqu'à disons la mort de Lénine (mais seulement pour simplifier, car les jeux sont alors déjà faits) et la période suivante, aux mains de Staline. On reconnaît que la politique conduite n'est pas la même. Mais on va fouiller dans la première période et on s'acharne à y trouver des éléments (les premiers camps, la réaction aux attentats contre les dirigeants révolutionnaires et la création d'une police politique) pour les présenter comme des futurs germes de la suite...

Je ne crois pas du tout ici que ce soit la pensée de Badiou. Il fait un distinguo, non pas de période, mais de fonction. Autant, dit-il, le parti, en tant qu'outil destiné à donner le pouvoir à la classe des opprimés, a prouvé son efficacité (en 1917 en Russie, en 1949, ajoute-t-il en Chine). Autant, pour gérer la suite des événements, la situation née de la période révolutionnaire, il n'a pas réussi. Et il n'a pas réussi parce qu'il était fait d'une manière qui l'a trop lié au nouvel Etat. Or, le communisme, c'est l'extinction de l'Etat.

« Le parti « social-démocrate », le parti « de la classe ouvrière », ou le parti « prolétarien », ou, encore plus tard, le parti « communiste », est en effet, dit-il, simultanément libre au regard de l'Etat, et ordonné à l'exercice du pouvoir. (...) Il est libre par rapport à la domination : il porte la thématique de la révolution, de la destruction de l'Etat bourgeois. C'est cependant aussi l'organisateur d'une capacité centralisée et disciplinée, entièrement tendue vers la prise du pouvoir d'Etat. (...) C'est bien pourquoi le parti va engendrer (complètement à partir de Staline) la figure du parti-Etat »

J'essaie de traduire ce que j'en comprends. Ce parti, fabriqué pour prendre le pouvoir d'Etat et à le donner à une autre classe devient de ce fait trop lié au nouveau pouvoir. Alors, dans quelle direction trouver une solution. Badiou dit en trouver une dans la Commune de Paris.

« La Commune elle-même est en position d'exception. La Commune est ce qui rompt avec le destin parlementaire des mouvements politiques ouvriers et populaires pour la première fois, et aussi, à ce jour, pour une unique fois. (...) Tout est concentré dans la déclaration du Comité central de la Garde nationale, partout distribuée le 19 mars (lendemain du 18 mars, jour où la troupe a dû se retirer sans avoir pu prendre les canons) : « Les prolétaires de la capitale, au milieu de la défaillance et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en mains la direction des affaires publiques ».

Badiou voit là une première : c'est la première fois où le peuple ne marche plus dans la combine que lui tend la classe dominante, les élections et plus particulièrement l'élection d'une gauche comme moyen de calmer les choses en préservant les institutions et l'ordre

social. *« Cette fois, cette unique fois, on ne remet pas son destin entre les mains des politiciens compétents. Cette fois, cette unique fois, la trahison est invoquée comme un état de choses auquel il faut enfin se soustraire, et non comme une conséquence malheureuse de ce qu'on a choisi. Cette fois, cette unique fois, on se propose de traiter la situation à partir des seules ressources du mouvement prolétaire ».*

Pour lui, la déclaration du 19 mars 1871, *« c'est une déclaration de rupture avec la gauche »*. Et *« c'est évidemment cela qu'on a fait payer dans le sang aux communards. Car en cas de mouvement de grande amplitude, « la gauche » est, depuis au moins 1830, le seul recours de l'ordre établi ».*

Cette rupture avec la gauche ne s'est pas faite facilement. Les membres même du Comité central de la Garde nationale s'y plient, contraints et forcés, presque contre leur volonté : *« Au soir du 18 mars, les membres du Comité central de la garde nationale, seule autorité effective de la ville abandonnée par ses tuteurs légaux, restent majoritairement convaincus qu'ils ne doivent pas siéger à l'Hôtel de Ville, répètent qu'« ils n'ont pas de mandat de gouvernement ».* Ce qui revient à dire, conformément à notre concept de « la gauche », *qu'ils rechignent à rompre avec elle. Ce n'est que l'épée des circonstances dans les reins qu'ils finissent, comme Edouard Moreau –un parfait inconnu- le leur dictera au matin du 19 mars, par décider de « faire des élections, pourvoir aux services publics, préserver la ville d'une surprise ».* *« Par quoi, conclut Badiou, volens nolens, ils se constituent directement, contre toute allégeance à la gauche parlementaire, en autorité politique. »*

Et cette première proclamation du Comité central, le 19 mars, dit encore : *« Que Paris et la France jettent ensemble les bases d'une République acclamée avec toutes ses conséquences, le seul gouvernement qui fermera pour toujours l'ère des invasions et des guerres civiles ».* *« Qui signe cette décision politique sans précédent ? demande Badiou. Vingt personnes, dont les trois quarts sont des prolétaires (...) »* Qui sont-ils ? *« Une collection d'ouvriers inconnus, inconnus même des spécialistes de la révolution, ces vieux « quarante-huitards » rescapés, qui malheureusement encombrèrent ensuite la Commune de leur inefficente logomachie ».* Et ces ouvriers inconnus, *« le peuple de Paris obéit à leurs proclamations, les encourage à occuper tous les bâtiments publics, se rend aux élections qu'ils organisent ».*

Badiou semble donc dire qu'il faut un parti aux opprimés, qu'il faut une organisation avec une discipline face au camp des oppresseurs, mais que cette discipline, elle aussi soit d'une nouvelle sorte. *« Ceux qui ne sont rien ne peuvent tenir le pari des conséquences de leur apparition que dans l'élément d'une discipline neuve –qui est une discipline pratique de la pensée ».* Il juge que le parti tel que l'a mis en place Lénine correspondait à cette nécessité de discipline, mais il juge que cette façon de faire le parti l'a trop orienté vers *« la subordination finale à la contrainte de l'Etat ».*

Il en arrive donc à préconiser comme *« tâche du jour » « de soutenir la création d'une discipline soustraite à l'emprise de l'Etat, d'une discipline qui soit politique de part en part. ».* Sa réflexion ne va pas plus loin (page 177). Il évoque en note de bas de page, comme étant pour lui des exemples pouvant indiquer des directions de recherche pour des voies de travail nouvelles, les cas suivants : Solidarnosc en Pologne en 80-81, la première séquence de la révolution iranienne, l'Organisation politique en France (à laquelle il collabore), le mouvement zapatiste au Mexique, les maoïstes au Népal (page 203).

En tout cas, Badiou a le mérite de poser une question intéressante concernant le parti, Il faudrait réfléchir à l'idée d'une organisation qui donne à la classe –ou aux classes- révolutionnaires, la force de la discipline. Mais il faudrait le faire d'une manière qui rende ce parti « allergique » à tout ce qui est institution d'Etat, même si l'Etat nouveau est aux mains de la classe exploitée.

C'est une piste de réflexion. On peut en imaginer d'autres. On peut aussi tirer comme bilan des actions et des partis passés, comme conclusion, qu'il faut aussi se méfier de cette idée de discipline. Que si on la met trop en avant, si on y donne trop d'importance, cela a pour conséquence indirecte de moins avoir besoin du nombre, de la masse des populations. Et que c'est là une faiblesse qui peut devenir décisive.

Moins donner d'importance à l'idée de discipline, la circonscrire peut-être à certaines organes du parti, permettrait et forcerait d'aller vers une plus longue préparation des masses à l'idée d'une société nouvelle, plus en amont des événements révolutionnaires. Là, je pense encore à tout le travail réalisé par les anarchistes en Espagne, avant 1936.

Il faudrait peut être réfléchir à des stratégies qui nous permettraient d'avancer un travail politique de ce type, de manière combinée dans un certain nombre de pays riches et d'autres du monde dominé, simultanément, de manière à ce que les situations et en tout cas les consciences aient la possibilité d'y mûrir de manière coordonnée.

Maintenant, je ne pense pas que nous puissions trancher cette question du parti, dans une période comme celle actuelle. Les choses sont compliquées : je crois qu'il est utile de poser la question parce que sinon, on devient figés, comme plein de groupes qui jouent les partis de combat, tous prêts à être le parti de la prise du pouvoir, ou au moins un de ses éléments. Ce qui nous, ou les, déforme considérablement.

Mais à cette question qui doit être posée, la réponse, je pense, ne sera apportée qu'au travers des expériences concrètes. Oui, il faudrait connaître et analyser l'expérience zapatiste et d'autres, y faire déjà un tri. Il faudrait aussi développer d'autres expériences, en particulier au cœur des métropoles impérialistes, basées sur la masse ouvrière.

En 1998, nous avons bien vu et abordé ce problème. Dans ce texte de 16 pages qu'est « *Une période de remise en cause* », on y avait consacré le chapitre intitulé « *Organisation de combat ou organisation de propagande* ». Nous avons repris les manières de voir de Marx qui distinguait très clairement, derrière le même mot de parti, les moments où il s'agissait de proclamer un « *parti pour l'action* » –en clair pour la prise du pouvoir politique- des moments où il s'agit de construire et développer autre chose, une « *société de propagande* », selon ses termes d'alors.

Nous avons alors décidé d'être « *un groupe de propagande* ». Cela a eu des implications immédiates sur nombre de nos manières d'être, entre nous, de nous organiser ; nous avons accepté des membres à des conditions plus ouvertes, celles justement de vouloir faire connaître nos idées communistes. Pas celles où il s'agit de cultiver et de former des militants au point qu'ils maîtrisent tous les héritages des luttes passées, grèves, insurrections, révolutions.

Cette distinction et ce choix restent, je pense, complètement valables dans la période actuelle.

Le Communisme, à remettre au goût du jour !

Si nous devons avoir donc en tête une idée d'un parti « société de propagande » moderne, c'est qu'il y a un travail à faire : celui de parler, faire lire, faire écouter, montrer, utiliser tous les moyens modernes, pour faire connaître et partager l'Idée communiste, l'Idée d'une autre société que celle du profit individuel et la propriété privée des moyens de production.

Nous sommes, de ce point de vue, un peu dans la situation de Marx dans les années 1840, avant qu'il rédige Le Manifeste. Certes cet ouvrage s'intitule Le Manifeste du Parti Communiste. Mais à l'époque, ce terme n'a absolument pas tout le contenu qu'on lui connaîtra avec Lénine. Parti signifie presque un camp, celui des prolétaires, avec une politique particulière. L'important n'est donc pas dans l'idée de parti. Elle est dans le contenu du mot Communiste.

Dans le chapitre II, on trouve ceci : « *Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ?*

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Ils (les communistes) ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :
1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. »

Comme le dit la suite du texte, les communistes ne forment pas un parti bien séparé des autres, ils sont plutôt une fraction du prolétariat, « *la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres* ».

Enfin, quel est le but des communistes : « *le but immédiat des communistes est (le même que celui de tous les autres partis prolétariens) : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat* ».

Je reviens sur le premier point : « *constitution des prolétaires en classe* ». C'est exactement ce que nous avons à faire, devant nous. Cette constitution n'est pas affaire matérielle, elle est affaire de conscience, et sera le fruit du travail militant.

C'est par là qu'il nous faut commencer ou recommencer, si l'on veut, bien que l'on ne refasse jamais exactement deux fois les choses de la même manière. En apparence, la situation est ressemblante, dans la mesure où avant 1848 comme aujourd'hui, tout un travail immense de prise de conscience est à faire. Mais plusieurs éléments font une différence. Nous pourrions disposer, de nos jours, de technologies qu'on n'imaginait même pas à l'époque de Marx. Dès que nos idées auront atteint un certain seuil de pénétration dans la population, plus rien ne pourra les arrêter.

Et puis, au moment où Marx rédige son Manifeste, bien des choses restent à écrire, à réfléchir, à théoriser. Aujourd'hui, nous avons tout un capital, et du point de vue théorique et du point de vue des expériences historiques. Que l'on doive y faire un travail de tri, de remise en cause, ne veut pas dire que nous partons de rien. Nous avons des acquis immenses en comparaison.

Alors, c'est vrai, ces acquis, nous ne pouvons guère en faire état largement. Ce serait totalement contre-productif. Mais là encore, arrivés à un stade de leur développement, ces idées, nos idées, pourront germer à très grande vitesse. On a vu cela un peu en 1968. Des idées, le marxisme, l'anarchisme, le maoïsme, uniquement portées depuis des décennies par quelques centaines de militants, sont soudain devenues audibles ou reprises par des millions de jeunes, étudiants comme ouvriers.

L'aristocratie ouvrière

Il y a un point qui a considérablement changé par rapport à l'époque du Manifeste de Marx : c'est l'existence d'une aristocratie ouvrière qui s'est développée depuis. Elle nécessite de faire un distinguo bien clair, dès le début du travail militant, puis constamment, avec l'idée globale de classe ouvrière.

Contrairement à ce que l'on nous avait prédit il y a une dizaine d'années (Cinquième zone), l'évolution du capitalisme, de ses crises, n'a pas aplani ce problème, et n'a pas fait en sorte que l'aristocratie ouvrière se rebelle sur le fond contre le système parce que ses acquis sont remis en cause. Elle l'a, je pense, au contraire, aggravé. La masse ouvrière, la partie de la classe ouvrière qui est ouvertement exploitée, qui ne dispose pas de moyens ni syndicaux ni politiques, est encore plus maintenue dans le silence et l'oppression, subit des conditions qui reculent gravement et se rapprochent de celles de pays dominés (voir « Le Quai de Oustreham », de Florence Aubenas, 2010)

Sans doute, il y a des mouvements individuels, untel ou une telle issu de l'aristocratie ouvrière, bascule dans la masse ouvrière. Rarement l'inverse. Mais ce qui perdure, ce qui s'aggrave, c'est la séparation des deux mondes. Voici des extraits de ce témoignage, dont l'intérêt est justement qu'il ne vient pas de nous, ni de militants du tout :

Page 127 : « *Victoria et Fanfan avaient créé la section des « précaires », qui devait réunir la masse montante des travailleurs aux emplois éclatés, les employés d'hypermarchés, les intérimaires, les femmes de ménage ou les sous-traitants. Le syndicalisme n'était pas une affaire facile dans ce monde d'hommes, organisé autour de grosses sections, les métallos, les chantiers navals, les PTT. Pour parler d'eux-mêmes, ils proclamaient : « Nous, on est les bastions ». Ca voulait tout dire. Le reste ne comptait pas. Dans les manifestations, certains avaient honte d'être vus à côté des caissières de Continent ou des femmes avec un balai. C'était leur grève à eux.*

« *Aux réunions, les responsables avaient un langage spécial aussi, fait de culture politique et de termes techniques, que les précaires étaient censés comprendre et ne comprenaient pas. Ils leur demandaient d'expliquer autrement. Ca énervait les responsables : « Tu ne vois pas que tu emmerdes tout le monde avec ta question à la con ? » Des fois, les gars se marraient quand les précaires prenaient la parole. Victoria avait l'impression de ne pas vivre leur belle lutte des classes.*

« Un des pires moments, à la section des précaires, était la rédaction des tracts. Cela se passait toujours de la même façon. Les filles commençaient à s'y mettre, puis, au bout d'un moment, un permanent du syndicat venait et lançait : « Alors, c'est pas encore terminé ? On voudrait aller boire un coup ». Il revenait un peu plus tard : « Vous mettez trop de temps. Je vais le faire pour vous ». Aucun n'avait la patience d'écouter ce qu'elles avaient à dire, et il ne fallait pas les pousser beaucoup pour qu'ils lâchent ce que, au fond, ils avaient vraiment dans la tête : ils ne les trouvaient pas au niveau, elles manquaient définitivement de « conscience de la lutte ». Ils finissaient par écrire ce qu'ils voulaient sur les tracts et, le lendemain, les filles refusaient de les distribuer. Elles se faisaient traiter de « chieuses ». Au fond, les gars ne trouvaient pas très sérieuses ces « histoires de bonnes femmes ». »

La direction de l'hypermarché où se trouve Fanfan repère son travail militant, ils la virent en l'accusant de vol parce qu'elle rentre chez elle avec le gilet de service. Le syndicat ne bougera pas.

Quant aux luttes que mènent ceux qui ont un travail assuré, le jour où la catastrophe de la fermeture et du licenciement leurs tombent dessus, voilà comment les précaires en parlent. Page 196, toujours à l'hypermarché : *« On parle des ouvriers (c'est la manière dont les précaires parlent de ceux qui ont un travail assuré), qui protestent eux aussi et demandent des primes de départ. On les envie. On le dit. « Ils décrochent le pactole. C'est facile pour eux, ils sont nombreux. Nous, on se fait licencier un par un, comme des merdes » On ne les aime pas non plus, et on le dit aussi. « Les chaînes (les télés) les montrent toute la journée, se fâche un employé de l'hypermarché, qui a profité de la confusion pour sortir fumer une cigarette. On en a marre. Même quand ils sont chômeurs, ils se voient au-dessus du lot : ils se croient des superchômeurs, ils négocient encore des choses pour en avoir plus que tout le monde. Ils ont des plans spéciaux pour eux ».*

Enfin, page 249, ces quelques mots, qui disent le rêve de s'en sortir d'un jeune précaire, Germain : *« Il y a quelques jours, il a passé un entretien dans un laboratoire pharmaceutique, avec au bout une possibilité de contrat à durée indéterminée. Oui, un CDI, un vrai. Ouvrier, ce serait bien, le petit Germain dit que c'est son niveau. Un ouvrier, ça a une maison, une femme, un salaire. Il y croit, comme toujours ».*

Comme on le voit, il y aurait tout un travail politique à faire qui doit tenir compte de cet état d'esprit. En attendant, c'est le patronat qui profite de cette situation. En attendant, on a là, toute une gamme de problèmes politiques qui disent une seule et unique chose : l'existence de l'aristocratie ouvrière crève les yeux de quiconque regarde le monde réel, sauf les militants, toujours englués dans les écrits dépassés. (voir notre texte « Le problème de l'aristocratie ouvrière et le mouvement révolutionnaire », de décembre 1996)

Quel mot utiliser ? communisme, égalité, émancipation...

Nous avons une difficulté concrète qui nous gêne, nous bloque presque : c'est le mot même de communisme. *« Le mot « communisme », dit Badiou, a été durant environ deux siècles (depuis la « Communauté des Egaux » de Babeuf jusqu'aux années quatre-vingt du dernier siècle) le nom le plus important d'une Idée située dans le champ des politiques d'émancipation, ou politiques révolutionnaires ».*

Mais, poursuit-il, « pendant trois décennies, le mot « communisme » a été soit complètement oublié, (ce que je ne crois pas), soit pratiquement identifié à des entreprises criminelles. »

Et le problème est que nous n'avons pas de mot équivalent. « Egalité », « émancipation », sont proposés par Badiou. Personnellement, j'aime bien le mot Egalité, ou la formule Les Egaux. Nos adversaires, eux, répondent très vite à ce terme ou à cette idée, en expliquant que mettre tout le monde à égalité, c'est le totalitarisme, que c'est contre la nature humaine. Peut-être qu'à cause de cela, il vaut mieux prendre une expression comme Emancipation. Mais elle dit moins de choses aux exploités. Et puis, ça peut aussi devenir une bonne chose que Egalité et Egaux attise la haine des tenants de l'ordre ; cela indique qui sont les adversaires, ce qui peut enrichir le contenu du mot.

C'est en les essayant, en militant avec, et en regardant les échos rencontrés, que l'on pourra savoir quelle expression est la plus heureuse. Il faudrait aussi se poser la question de voir, dans les langues les plus importantes, ce que donne la traduction du mot que nous choisirions. Il serait sans doute préférable que les diverses formulations aient une ressemblance, ce qui est le cas pour Communisme, communism en anglais, comunismo en espagnol.

Le mot de Communisme peut aussi, ça n'est pas impossible, trouver les voies et les moyens de resurgir. Car il reste, dans la forme comme dans le fond, un mot très beau. Nous n'excluons donc pas non plus cette possibilité. Il ne s'agit donc ni de s'arc bouter à ce moment sans voir les réalités, ni le condamner d'avance non plus.

Et puis, c'est sur tout ce que nous avons à dire qu'il nous faut faire attention au langage. Il ne faut pas que ceux qui nous écoutent sentent le moisi, si l'on veut être crédible.

Il faut trouver des manières vivantes et vraies de dénoncer le monde actuel. Badiou dit par exemple : « *Le capitalisme n'est qu'un banditisme, irrationnel (...) et dévastateur* ». C'est « *un système qui remet l'organisation de la vie collective aux pulsions les plus basses, la cupidité, la rivalité, l'égoïsme (...)*. Quant à la démocratie, elle ne sert qu'à préserver le pouvoir des « *fondés de pouvoir du capital* ».

Communisme : un contenu global, monde dominant/monde dominé

Quel que soit le ou les mots, ce sont les idées essentielles du communisme que les militants devront essayer, faire partager, faire aimer, en faire une matière d'espoir.

Je pense qu'il nous faut travailler à l'image de la période, lorsque nous voulons expliquer ce qu'est le communisme, c'est-à-dire de manière globale, générale, à l'échelle planétaire. En reliant les contradictions essentielles pour les mettre en relief, en reliant aussi nos espoirs. Nous n'envisageons pas un changement qui ne concernerait que l'Europe, égoïstement, ou avec une limite nationale.

On peut penser que ça fait hausser les enchères. Qu'il est plus difficile de faire croire à un changement global, que c'est trop à la fois. Mais je suis persuadé que c'est ce qu'il faut faire, travailler dans cette voie. Si l'on explique d'abord que le communisme est possible ici en France, parce que les richesses sont suffisantes, qu'il suffit de partager autrement, on fait à

mon avis une grosse erreur. Donner même sans le dire aux gens l'idée que ce serait plus facile en prenant le problème par un bout, le bout le plus facile, c'est induire une erreur grave.

Cette richesse, que nous croyons avoir, dans une région comme l'Europe, nous ne l'avons pas. Il y a en réalité une richesse relative, presque dans les têtes, elle est en réalité dans les rapports de force. Cette richesse fait que sans une goutte de pétrole sur le territoire français, la première société capitaliste française est une société pétrolière.

Une révolution sociale à l'échelle de la France ou de l'Europe opposerait immédiatement, de manière cette fois visible, évidente, la région dite riche aux autres, dont elle s'alimente. Voilà pourquoi nous sommes condamnés, par l'histoire, le passé, l'économie, la mondialisation et tout ce qu'on veut, à penser, à proposer autrement, globalement.

Ce qu'il y a à mettre dans les têtes, c'est qu'il n'y a pas de pétrole en France. En France, il y a des propriétaires des brevets, des propriétaires des techniques pour chercher le pétrole, des propriétaires des terres des pays où se trouve le pétrole. Au passage, il faut ajouter pour être clair que ces brevets, ces techniques, ne sont pas non plus « français ». On a acheté les cerveaux les plus productifs des quatre coins de la planète pour les réaliser.

Ici, on voit le pétrole comme une richesse qui donne la liberté, les bagnoles ; ailleurs et en même temps, c'est une calamité qui veut dire dictature, guerres, pollutions terribles. Et ce que l'on doit dire, c'est que les deux vont ensemble, dans la société capitaliste. Ce sont les deux faces du même fonctionnement.

Il nous faut faire cette démonstration pour tout, le pétrole comme le reste. C'est quasiment pour tout que le problème se pose ainsi. Et c'est ainsi qu'il faut qu'il apparaisse dans les consciences.

Bien évidemment, une révolution si elle a lieu, un changement de pouvoir commencera inévitablement dans un pays avant les autres. Mais il est essentiel que toute la préparation ait mis dans les têtes cette liaison de fond, pour préserver la suite des événements. Pour qu'on aille vers des liens, des unions, et pas qu'on prête le flanc aux divisions, aux affrontements que chercheront à opérer les dirigeants du monde, les dirigeants des deux parties du monde.

La mode est de dire que l'époque des colonies est finie, que l'Afrique ou l'Asie sont désormais libres de leur destin, que si ça ne va pas chez eux, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes, que parler du passé empêche de devenir adulte. C'est en partie vrai. Mais si l'on n'est plus à l'époque coloniale, on est en pleine mondialisation. Et la mondialisation, c'est la confrontation d'économies dont certaines ont pu prendre des avances impressionnantes, tandis que d'autres ont été brimées, étouffées, certaines massacrées.

Et maintenant, on proclame : « Vous êtes tous à égalité, et libres de vous batailler sur le champ de bataille de la planète. » Les dés sont pipés.

Le communisme, à notre époque, se pose en ces termes. Et la traduction concrète de cet aspect des choses, sur le plan de la construction d'un parti, ce sera d'avoir en même temps, à égalité, des militants issus des métropoles et d'autres des pays dominés.

Un contenu révolutionnaire : sortir du réformisme de gauche, dénoncer la société, en proposer une autre

Je dirai que poser le problème du communisme en ces termes, de manière à la fois contradictoire et globale, c'est là une première boussole qui devrait nous aider. J'en donne une seconde, qui répond à un constat affligeant. Quand on lit la presse et les écrits destinés au public rédigés par les groupes qui se disent révolutionnaires dans un pays comme la France, 95% de tout ce qui est écrit est du réformisme et rien d'autre.

Un exemple récent, dans la LO n° 2163, le 15 janvier 2010. On a un article d'une demi page, signé « *correspondant LO* » : Lycée Darius-Milhaud – Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne). Le sujet : Meurtre du jeune Hakim. Le titre de l'article « *Derrière un événement dramatique la responsabilité du gouvernement* ». En voici de longs extraits : « *Vendredi 8 janvier vers 10h30, un élève a été poignardé par un de ses camarades dans les couloirs du lycée Darius-Milhaud, à la suite d'une dispute qui a tourné au drame. Hakim est décédé le soir même à l'hôpital (...) Il faut voir l'état de délabrement de ce lycée, construit il y a plus de trente ans, et que la Région tarde à rénover, ne se contentant que de quelques travaux ponctuels et d'urgence ! (...) A Darius-Milhaud, le nombre de surveillants atteint à peine une douzaine d'équivalents temps-plein, ce qui ne fait au quotidien que huit ou neuf adultes présents pour surveiller les cours de récréation (note : il y a 1600 élèves), les cinq bâtiments, le réfectoire, les entrées, les salles de permanence, en plus de tout le travail administratif qu'ils doivent assumer. Plus de personnel n'aurait sans doute pas pu empêcher un tel acte, mais leur manque crucial n'arrange évidemment pas la situation.*

« *Alors, lorsque les politiciens promettent plus de caméras et des portails détecteurs de métaux, cela ne répond en rien à la question de la diminution des actes de violence en milieu scolaire. Cela revient surtout moins cher que d'embaucher les dizaines de milliers de membres du personnel qui manquent cruellement aujourd'hui dans les établissements scolaires de ce pays. Mais ce qu'il faudrait, ce sont justement des moyens humains pour encadrer réellement les jeunes et créer de véritables rapports sociaux, formateurs et éducatifs.*

Enfin, un dernier paragraphe, le seul avec lequel je serai d'accord : « *Quand Sarkozy parle de « sanctuariser » les lycées, il se moque du monde, car non seulement sa politique de réduction du personnel va strictement à l'inverse de cela, mais chacun sait bien que l'école n'est pas en dehors de la société et des difficultés croissantes auxquelles les familles des élèves sont confrontées, surtout celles des milieux les plus populaires. Et ce sont ces difficultés qui sont bien souvent à l'origine de telles violences* ».

A part donc ce paragraphe qui, enfin, parle un peu de la société, tout le reste est axé sur le manque de personnels et de moyens matériels. Le lycée, il a trente ans ! On dit quoi ? dans un lycée tout neuf, avec plein de travaux, il n'y aurait pas de violence ! C'est une vision de riche, et de pays riche. Et surtout c'est faux et archi faux. Pareil sur les personnels : on réclame des surveillants en pagaille, il en faut à chaque entrée, dans chaque bâtiment, etc ! Mais c'est cette société-là, celle où l'on ne vit pas en confiance, pas librement, pas de manière responsable, parce qu'il y a des profiteurs qui se méfient des autres et instaurent la méfiance partout, c'est cette société-là qui crée de la violence ! Bien plus que les difficultés des familles !

LO fait de la surenchère réformiste aux réformistes du PS ou du PC. Mais de la surenchère réformiste, ça ne fait pas du révolutionnaire. Nous ne préférons pas les matons aux caméras, contrairement à ce que dit l'article, qui n'a au fond qu'un axe, « *il faut de l'emploi, à n'importe quel prix* ». Les ministres de droite disent qu'il y a eu des périodes où il y avait plus d'emplois à l'éducation nationale, et que ce n'était pas mieux. Que répondent les gens de gauche ? que c'est faux, ou ils sont sourds et ne répondent pas, répétant il faut plus d'emplois.

Eh bien c'est vrai ce que les ministres de droite disent là. Et ce qu'il faut répondre, ce n'est pas « on veut plus de profs ». Ce qu'il faut répondre, c'est « *Effectivement ! votre école, votre fonctionnement, on ne peut pas l'améliorer. On peut y mettre tous les moyens qu'on veut, il est inefficace, injuste, il reste un instrument de reproduction des inégalités, un instrument de votre société* ». On part de leur constat pour dire la nécessité d'une autre société. L'école ne changera que dans une autre société.

Et s'il s'agit de sauvegarder des conditions de travail immédiates, ou son salaire, on n'a pas besoin des révolutionnaires pour cela, il y a des syndicats, toute la gauche qui le dit. On peut les soutenir. Mais on n'est pas révolutionnaire si on en reste là.

Voilà un exemple du réformisme de ceux qui se prétendent révolutionnaires. En fait, il faut bien voir que LO, comme nous, comme tous les militants, nous subissons une pression réformiste énorme. C'est le PS, le PC, les syndicats, mais peut-être plus encore de nos jours, hors des appareils et donc plus difficiles à cerner, les gens eux-mêmes qui sont réformistes. C'est le résultat de, disons 70 ans, d'une bien longue période d'après guerre, où les idées révolutionnaires ont été occultées, sauf la seule période de Mai 68 et des quelques années qui ont suivi.

Les soi-disant Trente glorieuses ont d'abord concrétisé l'illusion réformiste, en créant ce qu'on appelle aujourd'hui « l'ascenseur social » (dans les seuls pays dominants, toujours le même problème : si l'on ne globalise pas, on a une vision fautive de l'ensemble). Puis a commencé ce qu'on appelait « la crise » en 1974, et qui a été suivie à partir des années 80 par « les crises » de toutes sortes, boursière, asiatique, de l'internet, des subprime, de l'endettement... Eh bien tout au long de cette crise, de ces crises, la gauche, toute la gauche, n'a eu de cesse de sauver le réformisme, en répétant un milliard de fois, qu'il faut sauver l'emploi, sauver les retraites, etc.

Ce qui met dans les têtes que l'emploi... était bien, les retraites... géniales, bref qu'on a eu il n'y a pas si longtemps, un capitalisme magnifique. L'extrême-gauche n'a pas su s'opposer à cette idéologie. Elle a perdu cette bataille, la bataille non pas de rapports de force, mais d'idées.

Cela rejoint en partie un problème posé plus haut : plutôt que de vouloir se forger en instrument de combat, de rapports de forces, de ne penser et discuter que de cela (comment être influent, dans les syndicats, dans les élections, dans ceci, dans cela), ils auraient mieux fait de voir les problèmes de fond, les évolutions dans le monde et la société, et les conséquences dans les têtes des masses exploitées. « *Société de propagande* », disait Marx, il y en a sacrément besoin maintenant !

Une dernière remarque. Il ne suffit pas que nous dénoncions le monde capitaliste. Lisez le Monde diplomatique, organe officieux d'Attac et autres dénonciateurs du système, mais qui ont tous en commun d'être profondément anticommunistes, donc réformistes. Vous

y trouvez des chiffres, des arguments, une dénonciation globale. Mais c'est la conclusion qui pêche. De la bonne volonté, de belles lois, une meilleure éducation, etc. voilà ce qui manque, à les lire. Ces gens utilisent leur autorité, leur spécialité, leur pouvoir, pour trouver un petit truc, un moyen qui ferait que les choses auraient une issue, dans le cadre actuel. Cela fait des décennies maintenant qu'ils font ce travail d'illusionnistes, illusionnistes qui finissent par croire à leurs illusions.

Il nous faut aller jusqu'au bout dans nos arguments, c'est-à-dire dire développer l'idée qu'une autre société peut aussi exister. On est bien passé, heureusement, de la féodalité au monde moderne. C'est un sujet qu'il faudrait d'ailleurs travailler. Pas tellement avec notre manière de faire habituelle, qui est juste et nous est indispensable. Non, simplement sur la vie quotidienne, les us et les coutumes. Bien des choses, de fait jugées normales dans l'ancienne société, seraient aujourd'hui insupportables aux gens s'il fallait les reprendre.

C'est une des manières de travailler qui peut nous aider : montrer que le monde a déjà changé, que c'est heureux aussi. Car sinon, ne règne que la peur liée à l'idée de changer de société, avec le discours répété sur la Terreur.

Voilà deux boussoles, internationalisme, anti réformisme ; l'une pour toujours revenir sur le métier de ce monde à la fois globalisé et divisé, dominants-dominés ; l'autre pour répondre au courant réformisme, qui est un sauvetage au fond du monde capitaliste, réformisme hélas repris par une grande part de l'extrême gauche.

Mai 2010